



Le centre

Le centre canadien pour mettre
fin à la traite des personnes.

**Agissez dès maintenant pour prévenir l'exploitation lors
de la Coupe du Monde de la FIFA en 2026.**

Proposition pour:

Le gouvernement du Canada
Le gouvernement de la Colombie-Britannique
Le gouvernement de l'Ontario
La ville de Toronto
La ville de Vancouver

Le Centre canadien pour mettre fin à la traite des personnes
Mars 2024

Résumé

La Coupe du Monde de la FIFA 2026 approche à grands pas et a le potentiel d'apporter des avantages économiques, culturels et communautaires significatifs au Canada. En même temps, les grands événements créent des opportunités d'exploitation et d'abus. L'histoire récente suggère que le travail forcé et l'exploitation sur le lieu de travail sont courants lorsque les pays construisent les infrastructures nécessaires pour accueillir les jeux. Au cours de la dernière décennie, les médias ont rapporté que les pays hôtes de la Coupe du Monde, notamment le [Qatar](#), la [Russie](#) et le [Brésil](#), ont utilisé des travailleurs -euses victimes de la traite et exploités pour achever d'importants projets d'infrastructure liés au tournoi.

Le 12 octobre 2023, Le Centre - en collaboration avec nos homologues, [Polaris](#) et [Consejo](#) - a présenté lors d'une réunion d'un groupe de travail trilatéral regroupant des représentants des gouvernements canadien, américain et mexicain. L'objectif était de proposer des mesures collaboratives visant à prévenir l'exploitation lors de la Coupe du Monde de la FIFA 2026.

Les décideurs politiques doivent veiller à ce que des pratiques abusives en matière de travail ne se produisent pas lorsque le Canada se prépare à accueillir la Coupe du Monde. Les améliorations apportées aux infrastructures existantes - notamment l'ajout de nouveaux sièges au BMO Field et les rénovations au B.C. Place - nécessiteront du travail manuel. Afin de garantir que la Coupe du Monde soit exempte d'exploitation, une collaboration est nécessaire entre les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ainsi qu'avec Maple Leaf Sports and Entertainment, la Corporation des Pavillons de la Colombie-Britannique, l'équipe du Canada et les sponsors corporatifs. Plus précisément, les décideurs politiques peuvent freiner l'exploitation et les abus en appliquant les mesures suivantes :

- 1. Mise en place de processus garantissant que seuls des emplois bons et équitables sont créés avant et pendant la Coupe du Monde.** Les inspections de travail standard et les exigences légales imposées aux sous-traitants ne suffisent pas à dissuader les abus. Des mesures de diligence raisonnable sont nécessaires. Un organisme de surveillance des droits du travail devrait également être nommé par le gouvernement fédéral pour s'assurer que des membres du personnel dédiés examinent les contrats et surveillent les conditions de travail.

De plus, les décideurs politiques devraient adopter une approche axée sur la lutte contre la traite des personnes lors de la conception des processus et des contrats afin de garantir que des garanties sont mises en place à chaque étape. À chaque étape du processus, les décideurs politiques devraient se demander : Y a-t-il des individus historiquement marginalisés impliqués dans cette étape qui pourraient être susceptibles d'abus ? Quelles mesures prenons-nous pour protéger ces individus ? Que faisons-nous pour surveiller de manière proactive les conditions de travail, informer les travailleurs de leurs droits et tenir les auteurs d'abus responsables ? Comment facilitons-nous la dénonciation des abus par les personnes exploitées ? Et quelles protections sont en place pour garantir que les victimes puissent signaler leurs abus sans compromettre leur sécurité et leur stabilité professionnelle ?

L'application d'une perspective de lutte contre la traite des personnes permet aux décideurs politiques de voir tous les processus sous un angle qui facilitera l'identification, la dissuasion et la sanction des pratiques abusives en matière de travail.

- 2. Sensibilisation aux droits du travail au Canada.** Une étude de 2023 menée par le Centre canadien pour mettre fin à la traite des personnes a impliqué 77 travailleur.euses migrants dans des groupes de discussion pour mieux comprendre les conditions de travail en Ontario. Environ 60 % de ces travailleur.euses ont indiqué qu'ils n'avaient pas reçu d'information sur leurs droits du travail.¹ Soixante-et-onze pour cent ont déclaré qu'ils souhaitaient apprendre leurs droits avant de venir au Canada ou immédiatement après leur arrivée. Après une visite à l'aéroport international Pearson en 2023, le personnel du Centre a identifié des occasions manquées de distribuer des informations cruciales aux travailleur.euses migrants.² Les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux pourraient combler cette lacune par le biais d'un projet pilote rendant les informations sur les droits du travail plus accessibles. Par exemple, des bannières pourraient être placées dans les salles de contrôle de l'aéroport, les agents frontaliers pourraient distribuer des dépliants, les informations pourraient être annoncées dans les trains GO et l'UP Express, et les stations et arrêts de la TTC et de TransLink pourraient inclure des affiches.
- 3. Sensibilisation à la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle.** Bien qu'il existe des preuves limitées que la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle augmente lors d'événements majeurs, il est important que les gouvernements restent vigilants et se préparent à soutenir ceux qui sont exploités. À la suite de la Coupe du Monde de 2006 en Allemagne, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a publié un rapport qui soulignait l'importance d'une campagne d'information centralisée pour réduire les cas de traite :

Une grande campagne globale et professionnellement organisée, couvrant différents groupes cibles et véhiculant un message global cohérent, aurait peut-être été encore plus efficace que la combinaison de plusieurs campagnes distinctes... Une approche médiatique coordonnée, éventuellement accompagnée de formation médiatique, pourrait garantir que la question de la traite de personnes reçoive l'attention publique nécessaire, tout en veillant à ce que les journalistes soient familiarisés avec la définition juste... et à diffuser des faits plutôt que du sensationnalisme.³

L'éducation sur les signes de la traite de personnes et sur la manière dont les survivant.e.s peuvent accéder à un soutien est essentielle. Le Centre a développé une série de [documents](#) qui attirent l'attention sur la Ligne d'urgence canadienne contre la traite de personnes. Lorsqu'ils ont été déployés, ces ressources ont entraîné une augmentation du volume d'appels à la Ligne d'urgence de la part des victimes et des survivant.e.s. Les gouvernements devraient exploiter ces ressources et d'autres outils pour lancer une campagne coordonnée visant à sensibiliser à la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle et à la Ligne d'urgence canadienne contre la traite des personnes pendant la Coupe du Monde. Il est important que les documents d'éducation et de sensibilisation se

¹ Centre canadien pour mettre fin à la traite des personnes (2023). Il se passe ici : l'exploitation de la main-d'œuvre parmi les travailleurs migrants pendant la pandémie. Consulté en ligne à : <https://www.ca/wp-content/uploads/2023/02/CCTEHT---Labour-Trafficking-Report-ENG-1.pdf>, p. 16

² Des mesures ont été prises par le gouvernement du Canada pour obliger les employeurs à partager des informations sur les droits du travail avec leur main-d'œuvre migrante.

³ Organisation internationale pour les migrations (). La traite des êtres humains et la Coupe du Monde de 2006 en Allemagne. Série de recherches sur la migration de l'OIM, Consulté en ligne à : <https://publications.iom.int/system/files/pdf/mrs29.pdf> , p. 32

concentrent sur l'atteinte directe des victimes/survivant.e.s, plutôt que d'établir des campagnes plus sensationnalistes qui pourraient entraîner des dommages involontaires.

- 4. Implication des organismes de lutte contre la traite de personnes dans les préparatifs de la Coupe du Monde.** Les dirigeant.e.s survivant.e.s, les agences de services de première ligne et les plaidoyer.euses qui luttent contre la traite de personnes ont des perspectives uniques qui peuvent éclairer la politique et les processus gouvernementaux. L'une des principales conclusions du rapport de l'OIM était que "l'évaluation précoce et fiable de la situation en ce qui concerne la traite de personnes, en coopération avec des experts locaux de la police, des organisations internationales et des ONG, est extrêmement importante."⁴ Dans cette optique, les gouvernements devraient chercher à intégrer formellement ces points de vue dans les tables rondes et les discussions sur la planification de la Coupe du Monde.

RECOMMANDATIONS

Recommandation #1: Signez l'engagement selon lequel seuls des emplois "bons et équitables" seront créés pour la Coupe du Monde 2026. Cet engagement, qui est inclus dans l'Addendum, engage votre gouvernement à établir des pratiques de diligence raisonnable dans le protocole gouvernemental et à appliquer une approche de lutte contre la traite de personnes à tous les processus et contrats liés au tournoi.

Recommandation #2: Travaillez avec les dirigeants fédéraux, provinciaux et municipaux pour établir un projet pilote sur les droits du travail. Cette initiative rendrait l'information et les documents plus accessibles aux travailleurs migrants à l'aéroport international Pearson, à l'aéroport international de Vancouver, à l'aéroport Billy Bishop, aux aéroports régionaux, ainsi que dans les bus, trains et stations des transports en commun.

Recommandation #3: Créez une campagne de communication centralisée qui sensibilise à la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle et expliquez aux survivant.e.s comment accéder au soutien.. La campagne devrait cibler les personnes à risque, tirer parti des ressources existantes et être intégrée aux étapes de planification de la Coupe du Monde.

Recommandation #4: Impliquez officiellement les dirigeant.e.s survivant.e.s et les organisations dédiées à la prévention de l'exploitation et de la traite de personnes dans la structure de planification de la Coupe du Monde au Canada. Ces individus et organisations devraient être impliqués dans les campagnes de communication et fournir des conseils sur la façon dont les gouvernements peuvent dissuader la traite de personnes et aligner les services pour soutenir les survivant.e.s.

⁴ Ibid.

POINTS DE CONTACT

Julia Drydyk, Directrice générale, Le Centre canadien pour mettre fin à la traite des personnes
jdrydyk@ccteht.ca

James McLean, Directeur de la recherche et des politiques, Le Centre canadien pour mettre fin à la traite des personnes
jmclean@ccteht.ca

L'ENGAGEMENT POUR DES EMPLOIS BONS ET ÉQUITABLES LORS DE LA COUPE DU MONDE DE LA FIFA 2026

La réussite de la candidature du Canada pour accueillir la Coupe du Monde de la FIFA 2026 - l'un des plus grands événements sportifs au monde - a le potentiel d'apporter des avantages économiques, culturels et communautaires considérables à Toronto et à Vancouver.

En même temps, les citoyens s'attendent à ce que la planification et l'exécution du tournoi respectent les valeurs fondamentales du Canada, notamment en appliquant des normes éthiques et en respectant les droits de l'homme et la dignité.

La nécessité de moderniser les infrastructures et les installations en vue de la Coupe du Monde offre des possibilités d'abus en matière de travail et d'exploitation de la main-d'œuvre.

En réponse, notre gouvernement s'engage par la présente à ce que chaque emploi créé pour la Coupe du Monde de la FIFA 2026 soit un emploi bon et équitable, exempt de tout abus. De plus, notre gouvernement s'engage à appliquer les mesures suivantes:

- Tous les contrats d'approvisionnement incluront des stipulations selon lesquelles les entrepreneurs et les sous-traitants doivent respecter la loi fédérale et provinciale sur le travail ;

- Garantir que les chantiers de construction de la Coupe du Monde sont régulièrement surveillés pour détecter les abus;
- Garantir que les dirigeants survivants et les organismes de lutte contre la traite de personnes sont impliqués et en mesure de partager des perspectives sur la prévention des abus pendant le tournoi et le soutien aux survivant.e.s;
- Le personnel veillera à ce que des affiches de la Ligne d'urgence canadienne contre la traite de personnes au Canada avec le numéro sans frais (1-833-900-1010) soient visiblement affichées sur tous les chantiers de construction.

Signé
